

Sombre état des lieux au Proche-Orient

INCIDENCES

Les attaques barbares du Hamas dans les kibboutzim et villages israéliens situés à proximité de la bande de Gaza ont brutalement remis le problème israélo-palestinien à l'ordre du jour. Depuis l'échec des tentatives de médiation de John Kerry, le secrétaire d'Etat du président Obama, la question avait perdu de son caractère prioritaire: tandis que la présidence Trump récusait l'approche de ses prédécesseurs et prenait un tournant pro-israélien et anti-palestinien, une certaine lassitude s'emparait de la communauté internationale. L'Autorité palestinienne était de plus en plus discréditée parmi les Palestiniens de Cisjordanie. L'administration américaine, se retirant de l'accord nucléaire avec l'Iran, menait une politique plus musclée vis-à-vis de ce pays, ce qui convenait aux pays arabes du Golfe. La méthode Kushner-Trump a permis de normaliser les relations entre Israël d'une part, les Emirats arabes unis et Bahrein d'autre part, dès l'été 2020. Ces derniers avaient obtenu d'Israël qu'il renonce à annexer une partie de la Cisjordanie et présentaient cette concession comme une avancée majeure pour la Palestine. L'administration Biden hérita de cette situation. Elle rétablit la contribution des Etats-Unis à l'Unrwa, supprimée par Trump, ainsi que divers programmes de coopération, tout en appelant Israël à mettre en œuvre la solution à deux Etats. Le président Biden s'est efforcé de ranimer l'accord nucléaire avec l'Iran sans y parvenir. La violence augmentait en Cisjordanie, dans la mesure où s'intensifiait l'installation de colons israéliens. Les attentats se multiplièrent, déclenchant la répression de l'armée israélienne, notamment à Jenine. L'arrivée au pouvoir de



FRANÇOIS NORDMANN
ANCIEN DIPLOMATE,
CHRONIQUEUR

Les Etats-Unis tiennent à limiter la portée et la forme d'une éventuelle intervention militaire

la coalition comprenant des ministres suprémacistes juifs et des ultraorthodoxes en décembre 2022 exacerba la situation à la fois en Cisjordanie et dans la société israélienne, dont une bonne partie s'opposa à la réforme judiciaire que le nouveau gouvernement voulait imposer. L'implantation de colonies s'est poursuivie. S'y ajouta une dimension religieuse: de graves incidents éclatèrent autour du mont du Temple et de la mosquée Al-Aqsa à plusieurs reprises, en raison des visites répétées du nouveau ministre israélien de la Sécurité. Reposant sur le doux commerce et une commune préoccupation sécuritaire face à l'Iran, les relations avec les pays du Golfe apparaissaient découplées du cycle de violence dans les territoires occupés. Un accord sur la délimitation de la fron-

tière maritime entre le Liban et Israël a été signé il y a une année sous l'égide des Etats Unis. Dans la bande de Gaza, la ruse du Hamas fonctionnait, laissant croire que l'organisation terroriste s'occupait désormais d'administrer le territoire alors qu'elle préparait son coup de main. L'offensive sauvage du Hamas du 7 octobre dernier touchait les intérêts vitaux d'Israël, bien plus que lors des autres opérations militaires enregistrées depuis 2007. Exerçant son droit de légitime défense, Israël affiche sa détermination d'éradiquer le Hamas, coûte que coûte. Les Etats-Unis tiennent à limiter la portée et la forme d'une éventuelle intervention militaire. Ils en fixent les paramètres: éviter des victimes civiles, laisser passer des convois humanitaires, donner du temps aux pourparlers sur la libération des otages. Pas d'action massive, pas d'occupation de Gaza. Craignant l'extension du conflit, ils avertissent l'Iran de ne pas déclencher d'hostilités au nord de l'Etat d'Israël. C'est ce que l'ancien haut diplomate américain Richard Haass appelle «la phase de stabilité», qui devrait déboucher sur la relance des efforts en vue d'un règlement de paix. Cette seconde phase prendra du temps cependant. Elle postule l'élection d'un nouveau gouvernement israélien une fois le calme revenu. Et notre auteur propose que, parallèlement à la négociation entre Israéliens et Palestiniens, l'Arabie saoudite pose de nouvelles conditions à la normalisation avec Israël telles que des restrictions à la colonisation de la Cisjordanie, plus d'autonomie pour les Palestiniens et des garanties sur les frontières du futur Etat palestinien. ■

Pour un vrai multilinguisme au parlement

OPINION

Les élections fédérales sont (enfin) derrière nous! Voici le tout premier geste que nos nouveaux élus peuvent faire en cette nouvelle législature pour mieux défendre Genève et les cantons romands à Berne. Savez-vous qu'il n'y a *aucune* interprétation simultanée pour les réunions de commissions au Conseil national, ni pour celles au Conseil des Etats? Personne ne le réclame d'ailleurs, même pour des dossiers très techniques. Comme si vouloir «être traduit» pourrait menacer notre capacité à apprendre des nouvelles langues nationales. Ou pire, menacer la quintessence de notre «suissitude». Non. Dans la mythologie suisse, chaque Helvète comprend toutes les subtilités de toutes ses langues nationales. Et surtout, lors des débats complexes sur les assurances maladie! Or, bénéficier d'une interprétation simultanée ne menacerait en rien la diversité culturelle et linguistique de notre pays. Au contraire, cela permettrait la promotion de notre patrimoine, une meilleure communication entre conseillers nationaux ainsi qu'une qualité supérieure de débats autour des législations négociées à Berne. Cela permettrait aussi aux conseillers nationaux de rester concentrés sur un débat même si la langue de la discussion change de façon abrupte. Aujourd'hui, les Romands, Suisses alémaniques et Suisses italiens échangent (en commission) dans la langue de leur choix; celle de leur canton ou une autre langue nationale. Par exemple, une conseillère nationale tessinoise intervient en italien, un autre lucernois lui répond en allemand. Tout le monde cause dans une belle musicalité. Dans des cas plus ambitieux, les parlementaires font de vrais efforts pour s'exprimer dans une seconde langue nationale; d'ailleurs, un certain nombre d'élus est bilingue, voire trilingue. Pour mieux convaincre leurs collègues d'autres régions linguistiques, ils argumentent dans une



JOËLLE FISS
DÉPUTÉE PLR AU GRAND CONSEIL
ET ANALYSTE EN DROITS DE L'HOMME

La précision reprendrait sa juste place

langue qui n'est pas la leur. Au lieu de se concentrer pleinement sur le contenu du dossier, il y a un risque de «nivellement vers le bas» où chacun simplifie ses propos pour se faire comprendre – que ce soit dans sa langue régionale ou une autre langue helvétique apprise. La traduction simultanée est un outil pour surmonter les obstacles linguistiques. Echanger en temps réel permettrait aux parlementaires une communication plus profonde, authentique et fluide. Cela pourrait rapprocher les conseillers nationaux au-delà de leurs zones linguistiques. L'on pourrait (mieux) comprendre et réagir immédiatement à des informations partagées. La précision reprendrait sa juste place. Le parlement fédéral n'est pas une école de langues, où l'on peut expérimenter sur nos cours linguistiques. C'est un lieu sérieux où l'on délibère sur des projets de lois – où chaque virgule a son sens et la précision des termes reste essentielle à saisir pour forger un consensus. Cela pourrait éliminer des malentendus et même accélérer le temps de travail. Les discussions informelles dans la buvette permettraient aux

élus de continuer à pratiquer les langues multiples et à développer des relations plus personnelles. Parmi les diverses discussions tenues à Berne sur ce sujet, une motion allant dans ce sens avait été proposée en 2007 mais le Bureau du Conseil national avait encouragé à la rejeter. Dans son argumentation, le Bureau avait souligné: «La Suisse est issue d'une volonté commune de partager une même destinée: aussi chaque parlementaire fédéral a-t-il le devoir éminent de s'attacher à comprendre la langue, la culture, la mentalité de l'autre, d'où qu'il vienne.» Or, une traduction simultanée serait une façon d'investir dans notre héritage culturel tout en restant attentif à l'importance de la nuance du langage qui disparaît dans un monde de plus en plus globalisé. Alors qu'un conseiller fédéral doit pouvoir s'exprimer dans nos langues nationales pour démontrer sa proximité avec la population, dans le cadre d'un conseiller national ou d'un conseiller aux Etats, l'essentiel est la négociation et la capacité de dégager un consensus en commission. Nos liens affectifs à la culture suisse se cultivent en dehors de la salle de réunion. Le coût de traduction d'une séance de commission avait été évalué au coût annuel de 3,4 millions de francs pour inclure les 12 commissions ordinaires. Or, pour commencer, l'interprétation pourrait être déployée comme une option, seulement à la disposition des parlementaires qui le demandent, lors de certaines réunions ou négociations importantes. Cela pourra éviter une systématisation des coûts. Avis aux conseillers nationaux et aux conseillers aux Etats fraîchement élus: déposez à nouveau un texte pour le bien commun de l'héritage suisse – et aussi pour assurer une forte présence des francophones à Berne afin qu'ils ne soient pas structurellement pénalisés par leur mauvais allemand! ■

La nouvelle «polémique Benzema», plus révélatrice qu'il n'y paraît

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



PAUL ACKERMANN
CORRESPONDANT À PARIS

La semaine française aura une nouvelle fois été marquée par une polémique à l'accroche en apparence anecdotique mais qui met le feu aux poudres. Dans une petite phrase bien calculée, l'ambitieux Gérard Darmanin a accusé sans apporter de preuve le Ballon d'or Karim Benzema d'être «en lien notoire avec les Frères musulmans». Le ministre de l'Intérieur pensait illustrer ainsi de manière spectaculaire le «djihadisme d'atmosphère» contre lequel il entend lutter. L'ancien attaquant des Bleus par intermittence (à cause des controverses à répétition) avait posté un message envoyant toutes ses prières «pour les habitants de Gaza, victimes une fois de plus de ces bombardements injustes». Le ministre lui reprochait, et à travers lui à une partie des «quartiers» et de La France insoumise, de ne rien avoir dit pour les victimes israéliennes du Hamas. Il n'en fallait pas plus pour créer la controverse de la semaine, la gauche estimant que l'on avait quitté «l'Etat de droit pour entrer dans l'ère du soupçon» et une sénatrice de droite allant jusqu'à demander la déchéance de nationalité du joueur d'origine algérienne. Rappelons qu'il est né et a grandi à Lyon, tout comme sa mère. L'avocat de Karim Benzema a fait savoir que le joueur allait porter plainte contre le ministre et les politiciens qui l'ont attaqué sur ce sujet. Le footballeur «n'a jamais eu la moindre relation» avec les Frères musulmans, a affirmé son représentant, ajoutant qu'il avait choisi de vivre en Arabie saoudite, pays qui qualifie cette organisation de terroriste. Mais la polémique et les menaces n'ont pas empêché Gérard Darmanin de remettre de l'huile sur le feu tout au long de la fin de semaine dernière. Il a notamment affirmé qu'il ne retirerait ses propos que si le sportif «tweetait» pour «pleurer également» la mort de l'enseignant tué par un jeune radicalisé dans le nord de la France. On le voit, le débat français vole toujours aussi haut qu'une passe à ras de terre. Mais on pourrait aussi se demander si cette nouvelle «polémique Benzema» n'en dit au fond pas plus que bien d'autres invectives de ces derniers jours. D'un côté, un joueur qui a quitté le Real Madrid pour s'engager dans un club d'Arabie saoudite à grand renfort de communication et de posts Instagram en tenue traditionnelle. Il n'a évidemment jamais fait la promotion de l'islamisme radical. C'est par ailleurs son droit de réagir sur les réseaux sociaux quand il le souhaite. Ce qui lui est véritablement reproché, comme à l'époque où il refusait de chanter *La Marseillaise*, c'est de préférer la culture de ses ancêtres. Et ce, du haut de ses millions de followers. «Le footballeur utilise sa communication sur les réseaux sociaux comme un vecteur d'influence au profit d'un soft power arabo-musulman», fait remarquer *Le Figaro*. Ses clins d'œil à sa pratique religieuse seraient pour ses détracteurs autant de preuves de son peu d'amour pour la France. Ce qui ulcère une grande partie de l'électorat et en fait donc une cible de choix pour ceux qui chassent sur ces terres. De l'autre côté, un ministre de l'Intérieur ayant lui aussi des origines maghrébines et populaires, et qu'on pourra donc difficilement accuser de racisme. Gérard Darmanin peut porter haut la ligne droitière dont Emmanuel Macron a besoin pour répondre aux peurs d'un pays qui ne lui a pas donné de majorité parlementaire. La priorité du ministre est d'ailleurs de rapidement faire voter sa loi immigration qui ne pourra passer qu'avec l'aval de la droite qu'il doit donc séduire. L'hyperactif et talentueux premier flic de France, souvent comparé à Nicolas Sarkozy, a le profil (et le poste) idéal pour incarner la jambe droite du «en même temps» présidentiel. Puis, le moment venu, embrasser plus à droite encore dans un paysage politique qu'il faudra recomposer post-Macron. Pendant ce temps se diffuse cette impression que l'on assiste à un débat sur ce que devrait être un bon descendant d'immigrés. Et pendant que le ministre reproche au footballeur de «tweeter de manière sélective», les islamistes radicaux et l'extrême droite continuent chacun de leur côté à ramasser les fruits de cette ambiance délétère. ■

SUR NOTRE SITE

Endiguer la surveillance d'internet par l'Etat

La vigilance du public doit empêcher les pouvoirs étatiques d'affaiblir les systèmes de chiffrement sous prétexte de lutter contre certains types de criminalité, écrivent dans la foulée de la Journée mondiale du chiffrement **Riana Pfefferkorn**, chercheuse au Stanford Internet Observatory, et **Callum Voge**, un des responsables de l'Internet Society, tous les deux militants pour le respect de la vie privée sur un internet libre et sûr.

www.letemps.ch/opinions